





M. Bocher monte ensuite à la tribune : « Il ne viens pas répondre par un discours. Il ne vient pas soutenir que le projet sur le chiffre d'affaires ne soit pas repoussé. Mais il est un point encore à éclaircir.

« M. le président nous a reproché d'être entités, mais sommes-nous les seuls entités ? si M. le président persiste dans ses opinions avec tant d'énergie, c'est qu'il est convaincu. Eh bien, nous aussi, nous sommes convaincus.

« Mais maintenant, tout en soutenant l'amendement Gaslonde, qui demande la surélévation des patentes, le gouvernement persiste à maintenir les 93 millions des matières premières. L'augmentation des patentes sera payée par le commerce ; les matières premières aussi. Il paiera donc deux fois ?

« Il est bien naturel qu'en pareille occurrence on demande si la totalité des impôts demandés est nécessaire, indispensable.

« Et pourtant je ne le demande pas, j'accepte le budget tel que le gouvernement nous le présente.

« Le voici la simple observation que je veux faire.

« Le budget de 1872 porte 450 millions comme intérêts de notre dette à l'étranger. Ce chiffre ne doit plus être le même en 1873. Maintenant, voyons l'emprunt qu'on nous a présenté. Nous sommes tous convaincus que l'emprunt réussira avec éclat. Le résultat de l'opération est celui-ci : c'est le capital qui vient au secours du revenu momentanément insuffisant. L'emprunt va fournir 3 milliards qui seront employés à payer l'Allemagne, et par conséquent, à faire disparaître les 150 millions du budget ordinaire. Maintenant resteraient les intérêts des 3 milliards. Mais l'emprunt se paiera à lui-même ses intérêts. Pour les deux premières années, vous aurez les 500 millions demandés par le gouvernement par l'article 3 du projet d'emprunt.

« En un mot, selon M. Bocher, l'emprunt n'exigera pas de dépenses sur le budget ordinaire pendant deux ans et après il se paiera à lui-même ses intérêts, par une suite de combinaisons et de plus-values.

« Le combat ensuite l'amendement Gaslonde, auquel il reproche de fausser l'égalité répartition de l'impôt. Conclusion : M. Bocher ne voudrait pas qu'on votât d'impôt du tout pour le présent. Il voudrait qu'on ajournât, ce qui empêcherait la Chambre de se proroger, — ce qui ne serait, je crois, du goût de personne.

« On demande de toutes parts la clôture, — malgré la présence de M. Pouyer-Quertier à la tribune.

C'est pour une rectification, dit le président qui obtient ainsi la parole pour M. Pouyer-Quertier.

« M. Bocher, s'écrit l'orateur, a commis une erreur si considérable, que je ne puis la laisser passer. Il a porté à l'avoir du budget 450 millions, qui ne sont plus le mois de janvier entre les mains des Allemands.

« Ces 450 millions étaient les intérêts de 1871 et non ceux de 1872 — et la bonification prévue sur les intérêts futurs de notre dette portera sur le budget de 1873 seulement, et seulement pour 40 millions. En 1874 seulement on sentira un réel soulagement. Mais alors vous aurez aussi d'autres charges. Et je trouve que le gouvernement ne vous a demandé que le strict nécessaire. »

M. Gaslonde parait à la tribune.

Il est cinq heures et un quart. Pour le coup la clôture est demandée impérieusement.

« Mais, dit le président Grévy, M. Gaslonde est l'auteur du contre-projet que vous discutez depuis trois jours, et il n'a pas eu encore dire un mot sur son contre-projet. »

Enfin, M. Gaslonde parait :

« Messieurs, je ne serai pas long ; je voudrais seulement vous faire observer que dans mon projet il y a deux parties : l'une sérieuse : celle qui concerne les patentes. » (On ne laisse pas le temps à M. Gaslonde de qualifier la seconde partie de son projet.)

L'Assemblée veut en finir.

Aussi, dès que le président, après avoir annoncé une kyrielle de contre-amendements, met aux voix la première partie du projet de M. Gaslonde, elle est votée par assis et levé. La gauche se lève comme un seul homme. Elle veut soutenir le gouvernement qui adopte l'amendement et évite les matières premières.

Une partie de la droite vote contre et M. Baragnon monte à la tribune. « Il ne m'est pas possible de laisser passer, sans contestation, la seconde partie de M. Gaslonde (hilarité). Je ne parle pas de la première partie de M. Gaslonde, par convenance d'abord. » (Nouvelle hilarité.) Bref, M. Baragnon veut bien accepter les 40 millions votés sur les patentes, et trouve bon qu'on fasse payer les commerçants ; qu'on charge un peu « cette catégorie de citoyens. » Mais il n'entend pas qu'on charge le fonctionnaire. Oh ! diable ! cela ne va pas aux ruraux. (Aux voix ! aux voix !)

Ah ! oui ! voilà M. Target à la tribune maintenant ; il est l'auteur d'un autre contre-projet. Ouf ! Aux voix ! aux voix ! — Non ! à l'ordre ! Le président met aux voix « la seconde partie de M. Gaslonde. »

Vous me rendez cette justice que je vous ai depuis deux jours envoyé M. Gaslonde tout entier.

Et sur tout la deuxième partie de M. Gaslonde.

Pendant le scrutin, M. de Lasteyrie parait à la tribune. C'est pour demander qu'on mette à l'ordre du jour, après les lois d'impôts, la troisième lecture de la loi sur le recrutement.

M. Desjardins rappelle le projet sur le jury et demande qu'il soit mis à l'ordre du jour après la troisième lecture de la loi sur l'armée — cela retarderait les vacances. M. Lepage trouve que pour une loi si importante il faut de la maturité et qu'il vaut mieux renvoyer la discussion du projet à plus tard.

Vote sur la question. C'est-à-dire sur l'époque de la prorogation : Hôlas ! la droite et le centre droit l'emportent !... la loi sur le jury est mise à l'ordre du jour !

Scrutin :

Pour la seconde partie de l'amendement Gaslonde (centimes additionnels) . . . . . 309

Contre . . . . . 336

En conséquence, l'Assemblée n'a pas adopté et nous revoici en face des matières premières.

Paris, 7 1/2. — On est préoccupé du retard de la prorogation que l'on avait espéré rapprocher au contraire — or ce retard résultera et de la mise à l'ordre du jour de la loi sur le jury, et de la discussion sur les matières premières. — C'est M. Dufaure qui a insisté, d'accord avec la commission, et contrairement à l'avis de M. Thiers, pour faire mettre ce projet à l'ordre du jour. Depuis quelque temps, M. Dufaure, me dit-on, n'est pas sans s'occuper de quelques embarras à M. Thiers. Mais le retard de la prorogation va retarder aussi l'émission de l'emprunt que l'on voulait mettre au 27 courant. Avant cet incident, et avant, le vote, les bien informés croyaient savoir que le rapport sur le projet de loi d'emprunt serait déposé lundi, et que mardi M. Thiers ferait le discours manifeste qu'il a annoncé hier. Mais qui sait si, par suite de ces circonstances, M. Thiers ne retardera pas son discours ?

Ce soir, à Paris, réunion de la gauche républicaine pour faire la liste des vingt-deux candidats qu'elle maintiendra pour le conseil d'Etat.

Cette liste est très-controversée, et on prévoit que le vote de l'Assemblée n'aura pas lieu sans plusieurs scrutins.

(Autre correspondance.)

Versailles, 14 juillet.

La liste des candidats au conseil d'Etat obéissant dans la presse le succès de leur candidature. J'ajoute, en effet, on n'a pu révoquer pour remplir les fonctions si importantes de conseiller d'Etat, une collection d'hommes plus ou moins connus. MM. Bonville de Barbetot, de Crocut, et Lowsky de Loinville, sont on dit les secrétaires du comte de Chambord ; cela les dispense d'autres titres. En dehors de deux ou trois républicains et de quelques bonapartistes, presque tous les noms sont d'une obscurité désespérante. Aussi la gauche a-t-elle l'intention de dresser une nouvelle liste ; les droites elles-mêmes ne seraient pas éloignées d'en faire une autre.

Un seul journal se montre à peu près satisfait : c'est l'Ordre. « Presque exclusivement composé de légis-

timistes, dit-il, cette liste est loin de nous déplaire, plus encore par les noms qui ne s'y trouvent pas que par ceux qui y figurent. » Et il félicite la commission d'avoir écarté « pour l'honneur » du parti bonapartiste, des hommes qui « au mépris de toute fidélité et de tous souvenirs » l'avaient sollicitée.

L'Ordre est désolé de voir des républicains dans son parti ! Il paraît, en effet, certain que les anciens fonctionnaires bonapartistes ont commis toutes sortes de platitudes pour faire partie du nouveau conseil d'Etat, et les vertes remontrances de l'Ordre s'adresseraient, me dit-on, particulièrement à MM. de Lavenay, Boulanger et quelques autres. Il est étrange de voir de pareilles susceptibilités et de semblables scrupules dans le journal de M. Clément Duvernois. Celui-ci, en effet, était un républicain ardent autrefois, et je me rappelle que, dans la salle des Pas-Perdus du Corps-Législatif, il reprochait jadis aux bonapartistes de l'opposition leur tiédeur républicaine. M. Duvernois est devenu bonapartiste. Si fatale soit-elle !

On m'affirme que ce n'est nullement lors de la discussion du projet relatif à l'emprunt que M. Thiers prononcera son grand discours, mais qu'il parlera de la politique intérieure et extérieure du gouvernement à propos de la prorogation. C'est à cette occasion qu'il donnera son interprétation du pacte de Bordeaux.

Le centre droit, de concert avec la droite, songe à préparer un ordre du jour motivé dans le cas où les explications de M. Thiers ne satisfaisaient pas les exigences du parti monarchique.

Le gouvernement a l'intention de déplacer M. de Kératry, dans la crainte qu'il ne survienne de nouveaux conflits lorsque s'ouvrira au mois d'août la session ordinaire du conseil général.

Vous vous rappelez avec quelle amertume la presse monarchique et les membres de la droite à l'Assemblée ont reproché au gouvernement la nomination de républicains comme représentants de la France à l'étranger. M. Jules Ferry a été un de ceux auxquels on a le moins épargné les attaques. La droite prétendait que la république serait bien mieux représentée par des monarchistes, et que des serviteurs de Grèce m'apprennent que M. Jules Ferry a été très-éclaté par tous les hommes d'Etat du pays. Le Roi, me dit mon correspondant, a été plus qu'aimable, il a été d'une cordialité parfaite. Averti de l'arrivée de notre ministre à Athènes, il est parti aussitôt de sa résidence d'été, en compagnie de la Reine, et a reçu le lendemain en audience publique le ministre de la république française. Je vous envoie les discours qui ont été prononcés à l'occasion de cette première réception. Mon correspondant — le pour garantir l'exactitude de ses appréciations — ajoute qu'on ne se fait pas en France une idée bien nette de la haine qui existe à l'étranger contre l'empire, et de l'admiration qu'on éprouve en voyant la rapidité avec laquelle la France se relève, grâce à l'habileté et au patriotisme du président de la république.

Le président de la république a reçu aujourd'hui une lettre du Pape avec cette suscription : *dilectio Adolpho Thiers, Gallorum REIPUBLICÆ PRÆSIDENTI*. Que disent MM. de Ressiguier, Princeteau, Lorgier et Dabriel ?

(Correspond. particulière de L'INDÉPENDANCE.)

Marseille, 12 juillet.

Ainsi que je vous l'ai annoncé, c'est aujourd'hui à deux heures que les membres du conseil général des Bouches-du-Rhône se sont réunis pour nommer une commission départementale en remplacement de celle qui a donné, il y a quelque temps, sa démission.

La séance a été orageuse. M. de Kératry n'a pu rester jusqu'à la fin. C'est M. Bédarride et non M. Labadie qui occupait le fauteuil de la présidence ; malgré ce changement de personnes, le conflit que chacun pressentait à l'avance, et le public qui se pressait dans la salle des séances a assisté une fois de plus à une de ces scènes que provoque presque toujours la présence de M. de Kératry.

À début de la séance, les membres de la commission départementale ont exposé les motifs qui les avaient empêchés de remplir plus longtemps le mandat dont ils avaient été investis par leurs collègues du conseil. M. Labadie et M. Barne ont tour à tour pris la parole ; ils ont énuméré les travaux de la commission, et ils ont bien été forcés de signaler le mauvais vouloir qu'ils avaient rencontré auprès de l'administration préfectorale qui, loin de les aider, semblait prendre plaisir à les contrecarrer et à gêner l'expédition des affaires. On a évoqué le souvenir de conflits qui sont présents à la mémoire de tout le monde et dans lesquels le préfet a fait preuve d'hostilité systématique.

Ces reproches ont froissé M. de Kératry qui faisait de visibles efforts pour ne pas céder. A la fin, n'y tenant plus, l'irascible préfet s'est adressé au président et lui a prié de rappeler l'orateur à la modération. M. Bédarride a répondu que l'orateur ne lui semblait pas outrepasser les limites de la discussion permise, et que si le préfet avait quelque chose à répliquer, la parole lui serait donnée pour le faire.

M. de Kératry ne s'est pas rendu à ces bonnes raisons ; il a quitté sa place et a annoncé qu'il partirait. C'est à ce moment que M. Baragnon, s'adressant à M. de Kératry, lui a demandé s'il parlait aussi de la préfecture.

« On ne répond pas à de pareilles inconvenances », a dit M. de Kératry en s'éloignant.

Le brusque départ du préfet n'a pas interrompu la séance qui a continué comme si de rien n'était. M. Barne a poursuivi l'exposé des faits en déclarant à maintes reprises qu'il ne voulait pas, en l'absence du chef de l'administration, accentuer des griefs qui méritaient cependant d'être sévèrement relevés.

À six heures, la séance a été interrompue un instant. On a procédé ensuite à l'élection des membres de la commission départementale.

On s'est mis très-rapidement d'accord. Au lieu de procéder à un vote qui aurait entraîné d'utiles longueurs, on a tout simplement invité les membres de la commission précédemment élue à retirer leur démission ; ce qu'ils ont fait de très-bonne grâce en présence de la forte majorité qui les aurait infailliblement renommés.

De sorte que le préfet va se retrouver aux prises avec les mêmes hommes. Comme vous le voyez, la situation, loin de s'améliorer entre le conseil d'Etat et le représentant du pouvoir central, devient de jour en jour plus difficile. Si le gouvernement ne se décide pas à prendre le seul parti que la raison et les intérêts du département lui conseillent, c'est-à-dire le remplacement du préfet, nous aurons une suite non interrompue de crises et de conflits qui indisposent le corps électoral et qui finiront par l'irriter contre le gouvernement lui-même.

Est-ce là ce que veut M. le ministre de l'intérieur ?

Marseille, 13 juillet.

Je vous ai dit hier que le conseil général avait invité la commission départementale à reprendre son mandat. Voici l'ordre du jour proposé par M. Tardieu et qui a été adopté par 41 voix contre 5 et 5 abstentions :

« Le conseil général, convoqué en session extraordinaire sur la demande de 22 de ses membres, à l'effet de procéder au remplacement de la commission départementale démissionnaire, après avoir entendu les explications fournies à ce sujet par le président de la commission, M. Labadie, et par M. Barne, d'une part, et par M. le préfet d'autre part, reconnaît l'autorité de la chose jugée en ce qui touche sa délibération du mois d'avril dernier ;

« Mais considérant que la situation faite par le décret du 4 juin à la commission départementale, en présence du mauvais vouloir persistant dont se montre animé M. le préfet, est des plus difficiles ;

« Décide qu'il y a lieu de prier le gouvernement d'obtenir du plus tôt aux difficultés de cette situation et invite les membres de la commission départementale à donner à leurs collègues et au département une preuve nouvelle de leur désintéressement patriotique, en conservant, jusqu'à la session prochaine, dans le mandat dont ils ont été investis. »

Sur cette proposition, M. Labadie, au nom des membres de la commission, a dit qu'il comprenait parfaitement qu'une nouvelle commission n'aurait pas le temps nécessaire pour s'instruire des affaires et y donner une solution satisfaisante ; qu'en présence du vote manifesté par son honorable collègue M. Tardieu, il consentait, au nom de la commission, à se dévouer de nouveau à la chose publique.

D'autre part, la préfecture vient de communiquer aux journaux la note suivante :

« L'autorité est informée que certains banquets seraient projetés pour les anniversaires des 14 et 15 juillet. Dans les circonstances actuelles et au milieu des efforts que fait le pays pour sa libération, toute agitation est un danger.

« L'administration est résolue à ne tolérer aucune manifestation dans un lieu public ou présentant un caractère public, quels qu'en soient les promoteurs et quel qu'en soit l'objet apparent. »

(Correspond. financière de L'INDÉPENDANCE.)

Paris, 13 juillet.

À défaut des déclarations officielles, les allures de la Bourse depuis quelques jours suffiraient pour faire comprendre que le moment solennel approche et que nous touchons à l'emprunt.

L'exposé des motifs du projet a mis en si vive lumière l'ardent désir du gouvernement de hâter la libération du territoire, le patriotisme ajoute ici un tel stimulant à l'intérêt, que les plus timorés ne doutent pas d'un immense succès.

Ce que l'on sait des dispositions des capitaux étrangers ne contribue pas peu à affirmer et à développer le sentiment de confiance qui s'est emparé du marché. Nos fonds publics, et à leur suite, la plupart de nos valeurs sont en reprise marquée. Le 3 p. c., qui fermait samedi dernier à 53-80, et qui avait fléchi à 53-40, est aujourd'hui à 54-35 ; le 5 p. c., qui était descendu à 84-20, ferme ce soir à 85 fr.

La spéculation semble d'avis qu'il n'y a plus rien à gagner à la baisse, et, parmi les vendeurs attardés, c'est à qui maintenant s'engagera dans le camp de la hausse. Cette effervescence des spéculateurs, il faut bien le dire, n'est pas sans inconvénient et même sans danger. Rien ne peut être plus nuisible au succès sérieux de l'emprunt qu'une intervention hâtive et bruyante de l'élément spéculatif. Certaines gens crient aujourd'hui : à l'emprunt ! qui rappellent un peu trop les chauvins de 1870 criant sur les boulevards : à Berlin ! Un peu plus de calme conviendrait mieux en pareille occurrence.

On ne sait encore rien du taux d'émission, ni des conditions de l'emprunt ; ce que les impatientes escomptent aujourd'hui, c'est le pur inconnu, et à ce jeu-là d'un risque de se brûler les doigts. Dans quelques jours, du reste, nous serons fixés d'une manière irrévocable, et le marché du moins aura une boussole pour le préserver contre les effets de la surexcitation purement factice à laquelle il est actuellement livré.

Le bruit court que le syndicat des agents de change a fait auprès de M. Thiers une démarche pour obtenir que l'emprunt soit mis en souscription avant la liquidation de fin juillet. M. Thiers aurait répondu que l'on travaille activement au ministère des finances et que l'emprunt ne sera pas différé au-delà du délai matériellement indispensable à sa réalisation.

D'autre part, les régents de la Banque ont eu une conférence avec M. le président de la république pour discuter les dispositions à prendre par notre grand établissement, la nature et la limite du concours qu'il doit donner à l'opération. Le gouvernement, en effet, compte beaucoup sur la Banque pour l'aider, non-seulement dans la mise en œuvre de l'emprunt, mais encore dans les opérations multiples et délicates qui se rattachent à la liquidation finale des paiements à la Prusse. On compte sur elle pour faciliter aux souscripteurs leurs versements ; elle interviendra efficacement dans les achats de traites sur l'étranger. Son encaisse, enfin, pourra devenir à un moment donné d'un secours précieux.

Pour faire face aux besoins prévus, la Banque dispose de 434 millions de billets, puisque sa circulation n'est que de 2,366 millions, tandis que la limite légale d'émission est de 2,800 millions. Ces ressources sont-elles suffisantes ? Il est permis d'en douter, et la plus vulgaire prudence commande dès à présent de prendre certaines mesures préventives.

Le gouvernement demandera à la Chambre d'autoriser une nouvelle augmentation de 400 millions dans la circulation. Il est possible que l'autorisation reste inerte ; mais on ne peut s'exposer à être surpris, si elle devait intervenir.

On comprend que devant cette perspective, les actions de la Banque continuent à monter ; elles ont gagné plus de 200 fr. cette semaine.

Au nombre des services qu'on attend de notre grand établissement, il faut compter une avance de 50 millions qu'il consentirait à faire à la ville de Paris avec l'approbation du gouvernement. Il ne s'agit pas d'un prêt nouveau, mais de l'exécution d'un ancien traité. La ville, du reste, a remboursé 440 millions sur les 500 qu'elle avait déjà reçus et qu'elle avait dû verser à la Prusse.

Le marché des obligations et des actions de nos chemins de fer s'est aussi sensiblement amélioré. On rachète en spéculation ce qu'on avait vendu dans les hauts cours, pour faire de l'argent et souscrire l'emprunt.

Nos sociétés de crédit, en général, n'ont pas donné lieu à grand mouvement. Il est certain que leur tour viendra et que le public ne restera pas longtemps indifférent aux bénéfices assurés que doit leur procurer leur participation dans la grande affaire des trois milliards.

En exécution de la promesse faite par le président du conseil d'administration, à l'occasion du roulement de la loi du 31 mars sur les valeurs mobilières, les obligations de la Compagnie des chemins lombards ont été rétablies hier à la cote officielle.

P. S. Le nouvel emprunt s'est négocié aujourd'hui avec fr. 4-75 de prime : les résultats en résidu de souscriptions réduites avec prime de fr. 4-25.

J'apprends au dernier moment qu'en vertu d'une détermination qui vient d'être prise, toutes les souscriptions au nouvel emprunt qui seront accompagnées de la totalité des versements obtiendront le privilège de l'irréductibilité.

(Correspond. particulière de L'INDÉPENDANCE.)

Paris, 12 juillet.

SYNODÉ GÉNÉRAL DES ÉGLISES RÉFORMÉES DE FRANCE.

Le synode général a enfin terminé ses travaux, et les dernières séances n'ont pas été les moins intéressantes. En effet il semblait que tout était dit après l'adoption de la proposition soumettant les pasteurs au régime de la confession de foi ; mais les libéraux avaient, en présence de cette quasi-excommunication, une attitude énergique à prendre, et nous verrons plus loin comment l'un d'eux a protesté contre toutes les décisions prises par l'assemblée.

Mais avant cela laissez-moi vous relater un incident d'un intérêt tout particulier, intéressant pour les lecteurs de l'Indépendance, c'est celui provoqué par le discours de l'éminent pasteur, président du conseil toire de Bruxelles, M. Emile Rochelandt, qui a été délégué du synode des églises protestantes de Belgique. Pour être venu, en des derniers, apporter au synode par ses salutations de son Eglise, le délégué belge n'en a pas moins été un des étrangers les plus applaudis ; aussi ne pouvons-nous nous résigner au plaisir de citer au long le remarquable discours de votre compatriote :

« Messieurs,

« Il est un peu tard pour vous rapporter les vœux et les salutations de nos Eglises belges. C'est par des circonstances indépendantes de notre volonté que cette résolution prise par notre synode belge, dans sa séance du 19 juin, n'a pas pu être plus tôt mise à exécution.

« Nous sommes petits par le nombre, et d'une bien faible importance pour attirer l'attention sur nous ; mais nous aimons l'Eglise réformée de France qui a

une si grande et si glorieuse histoire, nous aimons, dis-je, notre Eglise, et nous dirions volontiers la nôtre, car plusieurs d'entre nous sont français.

« Nous avons de plus, avec votre Eglise, une communauté de foi, d'origine et d'organisation ; nous sommes vos plus proches voisins et nous parlons la même langue, quoique notre Eglise soit, à vrai dire, une Eglise cosmopolite, une colonie européenne composée de membres de toute nation et de toute communion protestante.

« Nous sommes une Eglise presbytérienne synodale basée sur l'autonomie de la paroisse. Chaque Eglise se gouverne librement. Quant au synode, il est comme le parlement de la République ecclésiastique (longs applaudissements) et notre organe officiel auprès du gouvernement.

« Nous nous trouvons bien de ce régime qui, tout en ménageant les libertés de la communauté, nous unit autour de ce pouvoir central qui entretient la vie parmi nous.

« C'est ce qui nous engage plus particulièrement à vous féliciter d'avoir reconquis, après deux cents ans, cet élément si important de votre organisation.

« Nous n'avons pas à porter un jugement sur vos débats. À défaut d'autre motif, notre position modeste nous commanderait la réserve. Mais ce que nous pouvons vous dire et que nous prédisons, c'est que vous n'aurez qu'à gagner à ce régime synodal. Des difficultés, il y en a toujours ; mais croyez-vous, les difficultés sont plus grandes avec une organisation incomplète que lorsque l'Eglise se gouverne elle-même. C'est la vie normale que l'action et la réaction réciproques des idées. Il en sort la lumière, la largeur et l'estime réciproque.

« Nous vous souhaitons la liberté dont nous jouissons, car nous sommes une Eglise parfaitement libre, l'Etat n'ayant avec nous que des rapports temporels et ne sanctionnant même pas la nomination des pasteurs. (Mouvement d'étonnement.) C'est là un résultat de notre Constitution belge. (Applaudissements.)

« (Que Dieu bénisse vos travaux ! Que Dieu bénisse l'Eglise réformée de France !)

« Ce discours si sobre, si plein de tact, d'élévation et de bon sens, fut accueilli par des applaudissements unanimes.

L'Eglise belge, en effet, ne pouvait se faire représenter plus dignement que par M. Rochelandt, qui jouit dans l'Eglise de Bruxelles d'une considération méritée surtout par sa tolérance, son tact chrétien (si j'ose ainsi m'exprimer dans un journal politique) et sa charité inépuisable.

M. Bastie, en sa qualité de modérateur, remercia l'orateur de ses paroles sympathiques et ajouta :

« Je vous ai plaisir que le proverbe n'est pas encore tombé en désuétude : *La liberté comme en Belgique* ! Nous n'en sommes pas encore là ; mais nous y tendons. »

Mais revenons en aux occupations régulières du synode et examinons ses derniers actes.

Terminant l'élaboration de la loi organique, l'assemblée a décidé que le candidat qui voudra être reçu pasteur devra être français, bachelier en théologie et âgé de 25 ans révolus ; toutefois une grande place est laissée aux dépenses d'âge que les synodes particuliers pourront demander au ministre.

De plus, le candidat devra être appelé par une Eglise avant de recevoir la consécration, qui ne sera plus donnée que par sept pasteurs au lieu de seize, comme par le passé. Il faut en outre, pour recevoir l'imposition des mains, le candidat obtienne un brevet d'aptitude au pastoral signé des membres de son consistoire ou synode et des sept pasteurs consacrants.

M. le pasteur Auguste Dide avait ici soulevé une question intéressante et éminemment pratique. Il désirait que le candidat résidât pendant six mois ou un an auprès d'un pasteur, lui servit de surintendant honoraire et s'habitât ainsi, sous la direction d'un homme d'expérience, aux charges du saint ministère ; mais cette idée a eu le sort de presque toutes les idées libérales.

La Commission voulait ensuite faire adopter un tableau électoral de sa composition ; mais MM. Corbière, d'Agén et Etienne Coquerel protestèrent que le système préconisé par la commission amenait tout simplement à prior 100,000 protestants libéraux, pour 25,000 orthodoxes, de leur représentation ; aussi la question a-t-elle été réservée pour une autre session.

Mais l'incident le plus remarquable de ces dernières séances fut la protestation faite par M. Caron dans la proposition suivante :

« Le soussigné, délégué au synode :

« Considérant que les consistoires ont été nommés en 1868 et 1871, que les électeurs ignorent alors que ces consistoires dussent concourir à la réunion d'un synode, et que, d'ailleurs, les élections triennales de 1871 n'ont été faites qu'avec la participation d'un petit nombre d'électeurs ;

« Considérant que le décret du 20 novembre 1871 a été rendu sans que les consistoires eussent été consultés au sujet de la convocation d'un synode général, et de la formation des circonscriptions synodales ;

« Considérant que, par suite des circonscriptions synodales établies par le décret du 23 novembre, cent cinquante mille protestants n'ont pas été représentés directement au synode ;

« Considérant que depuis l'organisation des cultes en 1802, jusqu'à ce jour, l'Eglise réformée de France n'a cessé de jouir du droit d'examen et que la loi a pu se développer et se manifester librement dans son sein, comme il convient à une Eglise protestante nationale ;

« Considérant que l'exercice du droit d'examen est nécessaire, indispensable à tous les membres de l'Eglise, puisque les protestants réformés qui reconnaissent l'autorité de la confession de foi de la Rochelle et y voient l'expression des croyances officielles de l'Eglise réformée de France, se sont eux-mêmes affiliés de ce formulaire et en ont abandonné les principales doctrines, telles que l'imputation du péché d'Adam, l'insupportable abaissement de l'homme pour le bien, la prédestination, la déité du Christ, la Trinité, etc., etc. ;

« Considérant que la majorité des membres du synode, en déclarant quelle est la foi de l'Eglise réformée de France, a usuré les droits de la conscience individuelle, et qu'en voulant imposer sa déclaration aux nouveaux pasteurs, elle confie l'Eglise au profit d'une opinion et d'un parti religieux ;

« Considérant que le projet de loi élaboré par le synode modifie essentiellement l'organisation de l'Eglise réformée de France, qu'il transforme cette Eglise de libre examen en une Eglise autoritaire ;

« Considérant que la mise à exécution des mesures adoptées par le synode constituerait sans l'assentiment des Eglises une véritable spoliation ;

« Considérant enfin qu'en aucun cas les décisions des mandataires ne sauraient anéantir les droits et la souveraineté de leurs commettants ;

« Par ces motifs,

« Demande que le synode soumette toutes ses délibérations à l'examen et à l'approbation des conseils presbytéraux et des consistoires.

« ANTOINE CARENON. »

Comme on le voit, cette proposition n'était pas de nature à satisfaire la majorité du synode ; aussi est-il inutile de dire qu'elle a été accueillie par des murmures d'approbation et repoussée par la majorité orthodoxe ; mais elle n'en subsiste pas moins comme l'expression d'idées d'un grand nombre de protestants français, et pourra toujours servir à infirmer les décisions du synode.

Enfin MM. Jalabert et Paul de Magnin, animés d'un sentiment de justice, avaient demandé que l'Eglise de Paris eût deux conseils presbytéraux, l'un orthodoxe, l'autre libéral, et M. Mettetal, ancien membre des commissions mixtes de 1852, en prit texte pour défendre les actes du conseil presbytéral de Paris, et s'enferma si malheureusement qu'il aurait provoqué le schisme si l'énergie et le tact du président n'avaient réussi à faire rester les libéraux qui se disposaient à quitter l'assemblée. M. Mettetal retira évidemment les paroles malencontreuses qu'il avait prononcées.

Ceci vous donne une idée de l'esprit qui a régné jusqu'à la fin dans cette assemblée. Pourtant, dans la dernière séance, on a parlé de fraternité, on a même mis en pratique ce beau sentiment en adressant une lettre de sympathie à M. le grand rabbin de Paris au sujet des persécutions subies par les israélites en Roumanie, et après la lecture d'une Adresse à envoyer à toutes les paroisses, on s'est séparé en se serrant la main. J'ai même vu des orthodoxes embrasser des libéraux. Décidément les hommes valent souvent mieux que leurs principes.

(Correspond. judiciaire de L'INDÉPENDANCE.)

Lyon, 14 juillet.

Affaire Crémier et de Serres.

Demain commencera devant le 1<sup>er</sup> conseil de guerre de la 8<sup>e</sup> division militaire l'affaire de l'ex-général Crémier et de M. de Serres, qui était délégué du ministre de la guerre à l'armée de l'Est.

L'accusation qui pèse sur les deux accusés est celle d'assassinat résultant de l'exécution sans jugement du nommé Arbinet, soupçonné d'être l'espion et le pourvoyeur des Prussiens.

Le conseil est présidé par M. le maréchal Baraguay d'Hilliers ; les juges sont le maréchal Mac-Mahon, le maréchal Canrobert, les généraux Mettmann, Abatucci, Texier



Le Pérou approuve les mesures prises par les agents consignataires de guano , afin de prévenir l'introduction et la vente de matières étrangères comme produit péruvien.

---

**LIVERPOOL, lundi, 15 juillet.**

Les steamers *Cimbría*, *Elbe* et *Prussian* sont arrivés.

---

**Europe centrale.**

**DRESDE, samedi, 13 juillet.**

Suivant un télégramme du *Journal de Dresde*, des arrestations ont eu lieu récemment à Prague qui se rapportent à un

attentat contre le baron Koller, gouverneur.

---

BERLIN, *dimanche, 14 juillet.*  
La *Spensersche Zeitung* dit que le contre-amiral anglais, M. Prevost Fairfax, se trouvait ici pour l'affaire San-Juan. Il est parti hier pour Stettin.

---

HANOVRE, *samedi, 13 juillet.*  
A deux heures de l'après-midi sont arrivés les hôtes américains venus pour prendre part au tir fédéral amical.

Dans une allocution de réception, prononcée par le directeur Pieper, l'orateur a mentionné l'enthousiasme que l'Amérique a montré à l'occasion des grands succès que l'Allemagne a remportés dans la guerre avec la France; l'orateur a provoqué un

GENÈVE, *lundi, 13 juillet.*  
La conférence sur la question de l'Alabama a été réouverte aujourd'hui.  
Les séances seront probablement quotidiennes et absolument secrètes.  
On discutera préalablement les principes généraux du traité de Washington.

Italie.

ROME, *samedi, 13 juillet.*  
Les élections municipales sont fixées au 4 août.  
Le gouvernement a décidé de nommer des attachés militaires aux légations italiennes à Vienne, Paris, Madrid et Saint-Petersbourg.  
La Voix de la Vérité dit que le Pape a reçu aujourd'hui les anciens employés pontificaux du ministère des travaux publics.

Répondant à leurs félicitations, le Pape a rappelé les événements de 1848, et a ajouté : « Nous ne pouvons attendre aucun secours des gouvernements, mais seulement de Dieu. » Parlant des prochaines élections municipales, il dit qu'il n'existe pas de liberté pour les catholiques.

---

**Russie.**

St-PÉTERSBOURG, *vendredi, 12 juillet.*  
Change sur Londres, 32 9/16; id. Hambourg, 29 7/16; id. Amsterdam, 163 5/8; id. Paris, 345 0/4; Lots russes 1864, 143 3/4; id. 1866, 143 1/4; Impériales, 609 0/4; Actions chemins de fer russes, 141 1/4.

---

**Péninsule Ibérique.**

Des nouvelles de Rio annoncent que le Brésil a décidé de ne pas recevoir le ministre plénipotentiaire de la République d'Argentine.

La cause du conflit est la non-exécution du traité avec le Paraguay.

---

NEW-YORK, samedi, 13 juillet.

Les steamers *Washington* et *Algeria* sont arrivés.

L'exportation de l'or pendant la semaine s'est élevée à 4,750,000.

---

NEW-YORK, samedi, 13 juillet.

Le steamer belge *Silicia*, capitaine Minne, de la White Cross line, est arrivé.

venant d'Anvers. Il avait à son bord une masse d'émigrants.

Tous se portent bien.

---

**NEW-YORK, lundi, 15 juillet.**

M. de Valsameda a cédé à M. Ceballos la place de gouverneur de Cuba. Les négociants allemands et le consul allemand à Haïti protestent contre la saisie des corvettes. Le conseil a donné sa démission.

---

**NEW-YORK, lundi, 15 juillet.**

M. Boutwell en négociera plus aucun emprunt sur les marchés européens aussi longtemps que les circonstances ne seront pas plus favorables.

---

**NEW-YORK, lundi, 15 juillet.**

**NEW-YORK, samedi, 15 juillet.**  
Les steamers *Bremen*, *Columbia* et *Br  
tannia* sont arrivés.

---

**NEW-YORK, samedi, 15 juillet.**  
Agio sur l'or, cours de clôture, 144 1/8  
plus haut prix, 144 1/8; plus bas, 144 0/0  
change en or sur Londres, 110 0/0  
id. sur Paris, 520 0/0; 5/20 bons améri  
cains (1885), 115 7/8; 5 p. e. id. (1871)  
113 3/4; actions du chemin de fer illinois  
137 1/2; id. Erie, 53 3/4; Chicago, 00 0/0  
Central Pacific, 102 0/0; Union Pacific  
00 0/0; coton, 24 7/8.

---

**Bulletin des bourses.**

**PARIS, 15 juillet.** — Emprunt 1871, 84-80 0/0.

Rente p. c., 54-20 U.—Gratit mobilier français  
467-50.—Id. mobilier français, 48-20 U.—  
— 69-80 U.—Id. mobilier français, 50 U.—  
Société Générale, 565-00.—Ch. autrichiens, 752 5/8  
— Ottomans nouv., 314-00.—Ch. de fer lomb.  
478 7/8.—Id. hongrois, 475 0/0.—Id. Espagne  
000-00.—Id. Portugal, 480 0/0.—Lussemb.  
100-00.—Id. nouv., 257 7/8.—520 Bond africain  
4582, 403 13/16.—Egyptiens, 00-00.—Morgan's 0-00  
Lots de Paris, 241 0-0 —Prime sur l'or, 0-00  
—Change sur Londres, 25-34 00.—Id. sur Amsterdam  
26-14 Id. sur Hambourg, 485 4/8.—Id. sur Anvers  
par Banq. franco-hollandaise.

**PARIS, 15 juillet**.—Huile de coiza (400 kilogrammes)  
courant, mis; 88-00; id. août, 89-00; 4 derniers,  
90-50; 4 premiers mois, 85-00; huile de  
coulant trois mois, 86-00.—Ermiens moulin  
26-14 Id. arimes 8 marques, sac de 45 kilos, cou-  
rant, mis; 74-25; août, 71-00; 4 dern. mois, 62-25.

**AMSTERDAM, 14 juillet**.—Aut. rente pap.  
57 3/8.—Id. argent, vaut, 64 0/0.—Lots u-

(8760), 555 1/2 — Id. (Consolidés turcs (1865), 51 7/8 —  
— 1/20 bons américains (1859) 37 7/8 — Espagn.  
extér. 25 3/7. — Id. extér. (Régénérés) 29 1/2. — Mexic.  
d'effréc 00 00.— Pays-Bas, 2 1/2. 56 1/8. — Mexic.  
00 00. — Changes : Londres, 00 00 00.— Paris, 57  
Franc, 100 1/2. Hamb., 35 5/16. — Rouv., 75 1/2.  
Guano 1/4 1/2 00.— Portugal, 41 13/16. — Banc  
hollandaise, 000 00 3 000 00.

LONDRES, 13 juillet. — Consol. angl. 92 1/4  
00 00. — 5/20 bons amér. 1589 94 1/8 à 91 3/8.  
Chem. de fer d'Irlande, act. 000 00 3 000 00. — Id. E.  
act. 61 1/4 à 61 1/2. — Consol. turcs, 5 p. c. 41  
3/4 00 00. — Id. 1869, 61 3/8 à 61 1/2. — Mexic.  
extér. 1892, 28 3/4 00 00. — 5 p. c. Haïti 66 1/8  
66 1/8. — Chem. de fer : Sambre-et-Meuse 00  
00 00. — Rotterdam-Anvers, 49 00 20 00.

This image shows a blank, aged, cream-colored page, likely an endpaper or flyleaf of a book. The paper has a slightly textured appearance with some minor discoloration and a horizontal crease near the top. A dark, irregular stain is visible along the bottom edge, possibly from the binding or a previous page. There is no text or other markings on the page.



4 derniers, 15-16; ..... 47 - - - 47 - - -  
4 derniers moins, 46 1/2 - - - 46 1/2 - - -  
Marché soutenu.

**Marchés étrangers. — Grains et graines.**

**ARRAS, 43 juillet.** — Blé blanc, fr. 26-00 à 28-00; blé roux, 19-00 à 20-50; seigle, 10-00 à 11-40; sarrasin, 10-00 à 11-00; avoine, 10-00 à 11-00; orge, 7-75; colza, 32-75 à 34-25; colza, 24-00 à 25-50; cameline, 00-00 à 00-00; lin, 00-00 à 00-00. — Huiles : collette, su. fine, fr. 124-00 à 100-00; id. à froid, 00-00 à 00-00; id. à chaud, 00-00 à 00-00; id. disp., 84-00 à 84-00; id. clair, 00-00 à 00-00; id. pour quinquette, 00-00 à 00-00; lin, 99-00 à 00-00; cameline, 00-00 à 00-00. — Tourteaux (404 kil.) : collette, fr. 14-75 à 15-00; id. clair, 00-00 à 00-00; lin, 22-00 à 00-00; cameline, 17-00 à 00-00; chanvre, 00-00 à 00-00.

**THÉÂTRE ROYAL DES GALERIES SAINT-HUBERT (7 h. 4/2).** — Le 1<sup>er</sup> acte, irrévocablement, réouverture : la République d'argent, opéra bouffe en 3 actes, de L. LAFITTE.

**THÉÂTRE LYRIQUE (7 h. 00).** — Les dimanches et fêtes, 7 h. 1/2. — Le 1<sup>er</sup> acte, irrévocablement, réouverture : *Le Capitaine Corcoran*, opéra-comique en 3 actes, de M. Dequerry ; *Barbe-Bleue*, op-com. en 4 actes. — Les autres représentations, 7 h. 00.

Samedi, 20, bénéfice de M. de Winter.

**JARDIN ZOOLOGIQUE (Quartier Léopold).** — P<sup>er</sup> dimanche de l'été : enfants, 30 c. Les dimanches et fêtes, 27 h. 1/2. — Les autres représentations, 27 h. 1/2.

Leuven, 48, juillet, à 8 heures du soir. — Concert extraordinaire de symphonie, sous la direction MM. Sacré et Roosenboom. — Illumination du jardin. Pendant les concerts l'aquarium sera éclairé par la cascade fonctionnere. — Entrée de l'aquarium : 50 c.

**WAUX-HALL**, au Parc (Rh.). — Tous les soirs, concert par l'orchestre complet du théâtre royal de Monnaie. — Entrée, 50 c.; enfants, 25 c.

**CHAMP DE FOIRE**. — Grands-Croix. — Tous les jours, représentations populaires à grand spectacle.

Opérations et pièces dentaires insensibles. Succès obtenus par le Fac. de méd. les Dent. à vol. 2, 2<sup>e</sup> D<sup>re</sup> M. ADLER, membres du corps médical, à la Royale, 436, à Bruxelles, et 4, r. Meyerbeer, à Paris.

**Maladies des voies digestives et des voies urinaires**  
Dr SMITH, rue des Cordons, 18, Bruxelles. 21

**LE RENTIER**

FR. 4 Journal financier politique 4 FR.  
PAR AN fondé en 1839 PAR AN  
Paraissant les 7, 17 et 27 de chaque mois.

Envoie chaque jour à ses abonnés un bulletin financier contenant les valeurs au parquet et à la banque, avec l'appréciation raisonnée et les nouvelles financières de la Bourse du jour.

Directeur : ALFRED NEYMARCK.

Administration : rue Neuve-S-Sauvignon, 22, Paris.  
L'administration du journal le Rentier ne reçoit ni fonds ni valeurs en dépôt, reports ou participations. 2401

**EMPRUNT 1872. LA CAISSE DES EMPRUNTS**  
**VILLE et d'ÉTATS, 100, rue**  
**RicHELIEU, Paris, sur dépôts de titres cotés, souscris**  
**sans frais, à l'emprunt pour une somme égale à**  
**la valeur des titres déposés. AVANCES SUR TITRES**

**ÉCOLE ROYALE POLYTECHNIQUE**  
**à AIX-la-Chapelle.**

S'adresser pour le programme des cours, les  
 sitions réglementaires, etc., à la Direction. 2

**ENCRE NOUVELLE**  
**MATHIEU PLESSY \***,



Croix de la Légion d'Honneur à l'Exp. univ. de  
**Encre nouvelle double violet à copier.**  
*Adoptée par toutes les grandes administrations*  
 Paris, 90, b. St-Germain. — Dépôt chez l'Es papeterie

**LIGNE RÉGULIÈRE**  
 ENTRE  
**ANVERS ET HAMBOURG**  
 URANIA, capitaine WITT.  
 VENUS, » WITT.  
 PARTANT TOUS LES SAMEDIS AU SOIR.  
 alternativement l'un de Hambourg et l'autre d'Anv  
**PRIX DU PASSAGE :**  
 Passagers d'Anvers à Hambourg, 1<sup>re</sup> cabine,  
 sans nourriture, » fr.  
 Enfants au-dessous de 10 ans moitié prix.  
 2<sup>me</sup> cabine en entrepôt, nourriture comprise »  
 Voitures à quatre roues, » P.-B. N.  
 » à deux roues, »  
 Un cheval, sans nourriture, »  
 Un chien, »  
 S'adresser pour plus amples informations à

**BÈGUE** L'institution des Bègues de Paris  
offre un cours le 12 août. Ecrire  
M.M. Chervin, avenue Eylau,

**CONQUENT HOLLOWAY**  
Remède infailible pour les Jambes ulcérées,  
Tumeurs, les Hémorroïdes et les gonflements qui  
sont si douloureux. — Se vend chez tous les pharmaciens  
fr. 1-50, 3-75 et 6 fr. le pot. — Pour la vente en gros  
s'adresser, chez le Prof<sup>r</sup> HOLLOWAY, 244, Strand, Londres.

**INJECTION BROL**  
Hygiénique, infatigable et préservative, la seule créant  
le vrai adoucissement. A Paris, inventeurs BROS, 135, boulevard  
Magenta, et dans les principales pharmacies de l'étranger.

[illegible]